



CAC40 :

LE VÉRITABLE BILAN ANNUEL

CHAPITRE 4

LE PRIX

DE L'INFLUENCE

**OBSERVATOIRE
DES MULTINATIONALES**
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

LES DÉPENSES DE LOBBYING À PARIS, BRUXELLES ET WASHINGTON

Le CAC40 a déclaré 67,5 millions d'euros de dépenses de lobbying en 2019, réparties entre Paris, Bruxelles, et Washington. Sanofi, Airbus, Total et Engie déclarent les sommes les plus importantes.

L'influence a un prix. Les registres de dépense de lobbying mis en place à Washington pour ce qui concerne les États-Unis, à Bruxelles pour les institutions européennes et depuis plus récemment à Paris permettent de tracer une partie au moins des sommes consacrées par les entreprises à faire entendre leur voix auprès des décideurs.

En chiffres cumulés, Airbus et Sanofi sont les champions français du lobbying avec 6 et 6,9 millions d'euros de dépenses déclarées en 2019, principalement en raison de leur forte présence à Washington où les sommes en jeu sont plus importantes. Ils sont suivis par Total (4,7 millions) et Engie (3,8), en première ligne des nombreux débats politiques et législatifs touchant à l'énergie et au climat.

FRANCE

Le lobbying qui s'exerce à Paris a souvent pour objectif d'obtenir des avantages précis en termes de régulation, d'approbation de projets ou de fiscalité. C'est Total, présent sur plusieurs fronts en France (pétrole, raffinage et pétrochimie, distribution d'énergie, etc.) qui y déclare les dépenses les plus importantes. Les éléments d'information

(très fragmentaires) disponibles sur le site de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique confirment que le groupe pétrolier a consacré beaucoup d'énergie à défendre les avantages fiscaux liés à l'huile de palme (pour son usine de production d'agrocarburants de La Mède), dont beaucoup de députés voulaient la fin. Total a également combattu les efforts législatifs pour mettre fin aux soutiens publics aux hydrocarbures.

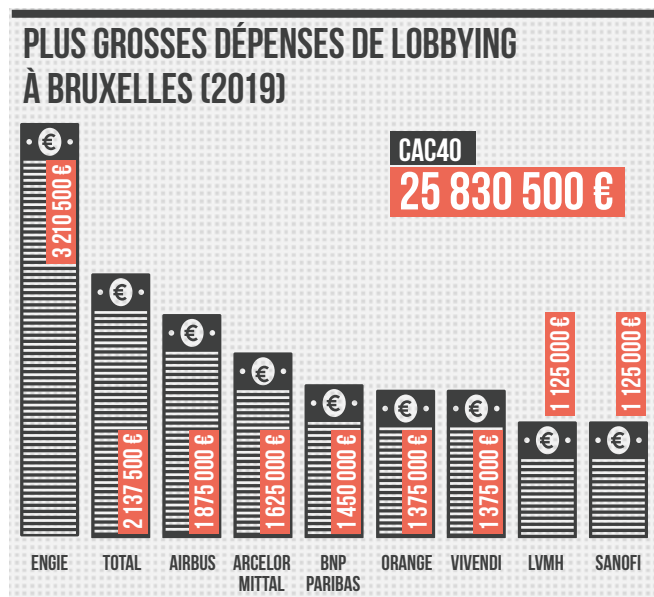
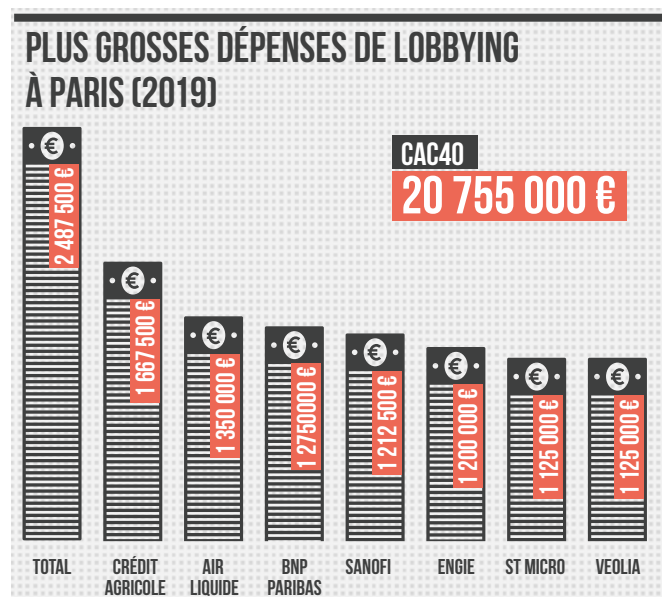


**AIRBUS A EU 26 RÉUNIONS
AVEC LES DIRIGEANTS
DE LA COMMISSION EUROPÉENNE
DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2020,
UNE TOUS LES 11 JOURS**

Les banques y déclarent aussi des sommes significatives – souvent pour s'opposer à l'introduction de nouvelles régulations financières.

UNION EUROPÉENNE

Bruxelles est la clé de tout le marché européen, où se fixent les règles du jeu et les normes environnementales ou



À L'ASSAUT DES INSTITUTIONS

sociales à respecter. Les questions énergétiques y occupent une place centrale, ce qui explique que Total et Engie y déclarent les dépenses les plus importantes. Ils sont suivis par deux poids lourds industriels opérant à une échelle continentale, Airbus et ArcelorMittal.

Le cas Airbus est intéressant puisque ce groupe – pourtant groupe européen par excellence, emblème de coopération industrielle entre France, Allemagne et Espagne – n'a pas mis à jour sa déclaration de dépenses de lobbying à Bruxelles, comme il en a pourtant l'obligation, depuis 2018. Ce qui ne l'a pas empêché d'avoir 26 réunions avec les dirigeants de la Commission européenne entre le début de l'année 2020 et le 16 octobre, soit une toutes les 11 jours.

Le nombre de rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne – lesquels doivent être rendus publics, ce qui n'est pas le cas des rendez-vous avec les décideurs français – est en effet un autre indicateur intéressant de l'activité d'influence à Bruxelles. On retrouve les mêmes groupes en tête de liste, dans un ordre différent. Le premier est Airbus avec 193 rendez-vous depuis 2014. Le second est ArcelorMittal avec 82 rendez-vous, suivi de près par Engie en troisième position (81 rendez-vous). Viennent ensuite Orange avec 73 rendez-vous, et Schneider Electric (55). La plupart de ces firmes obtiennent en outre des rendez-vous avec la Commission via leurs associations de lobbying sec-

torielles, comme la Fédération bancaire européenne – à l'exception d'Airbus qui est un peu son secteur à lui tout seul.

ÉTATS-UNIS

Les dépenses de lobbying à Washington impliquent généralement des sommes plus importantes, mais concernent un nombre plus petit de groupes du CAC40. Ceux qui y sont les plus présents sont Sanofi, pour lequel le marché américain du médicament est aussi stratégique que lucratif, et Airbus, en raison de sa bataille commerciale sans trêve avec Boeing. Suivent Vivendi et Pernod Ricard.

DES CHIFFRES PROVISOIRES SUR LA CAMPAGNE AMÉRICAINNE DE 2020

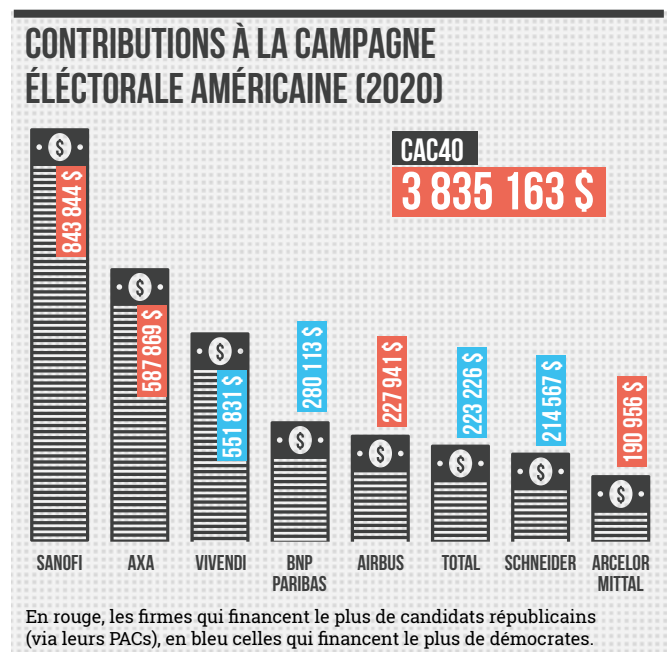
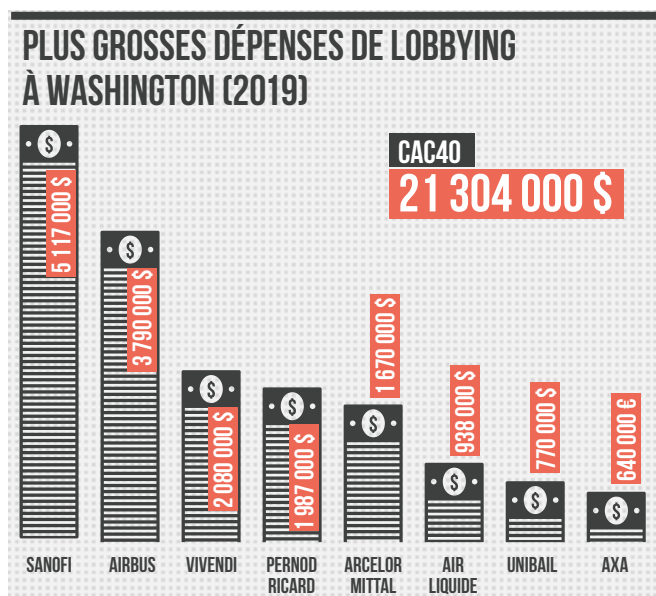
Aux États-Unis, les entreprises contribuent au financement des campagnes électorales fédérales (pour le Congrès, le Sénat et cette année la Présidence) par divers biais, notamment le système des « *political action committees* » ou PACs, l'un des seuls à être relativement transparent. Concrètement, sous l'égide des dirigeants des firmes concernées, les employés (souvent les cadres) mettent en commun de l'argent et le versent à divers candidats. Les grandes entreprises françaises présentes aux États-Unis le font elles aussi.

Selon les chiffres encore provisoires disponibles début novembre, le premier contributeur du CAC40 à la campagne électorale américaine de 2020 est le groupe pharmaceutique Sanofi, avec

près de 884 000 dollars déclarés. Suit l'assureur Axa, avec 588 000 dollars. Si l'on considère les sommes directement déboursées par les PACs, les deux firmes penchent nettement en faveur des candidats républicains au Sénat et au Congrès, comme on le constate à chaque campagne électorale. En revanche, le troisième du classement, Vivendi avec plus de 551 000 dollars déclarés à ce jour, penche depuis toujours en faveur des démocrates. Plus surprenant, la firme européenne Airbus penche massivement en faveur des candidats républicains. Ces différences sont l'effet de différents facteurs : les orientations politiques des dirigeants, la couleur des élus des États où les firmes sont implantées, le choix de privilégier ou non les candidats en place. La quasi totalité de ces financements concernent des candidats au Congrès et au Sénat, et non des candidats à la présidentielle.



AXA ET SANOFI PENCHENT NETTEMENT EN FAVEUR DES CANDIDATS RÉPUBLICAINS AU SÉNAT ET AU CONGRÈS, COMME ON LE CONSTATE À CHAQUE CAMPAGNE ÉLECTORALE.



LA CONFUSION GRANDISSANTE DU PUBLIC ET DU PRIVÉ

L'influence politique des grands groupes ne passe pas seulement par le lobbying au sens classique du terme. De manière plus discrète, mais sans doute beaucoup plus décisive, elle s'exerce également à travers les relations personnelles tissées entre dirigeants politiques et économiques au gré de leurs carrières ou dans les instances où ils se retrouvent.

LA VALSE DES « PORTES TOURNANTES » ENTRE L'ÉTAT ET LE CAC40

Poussé à la démission au début de l'été 2020, l'ancien Premier ministre français Édouard Philippe a rapidement trouvé un point de chute dans le secteur privé, au conseil d'administration d'un groupe du CAC40 : Atos. Celui-là même que son PDG Thierry Breton, ancien ministre des Finances, avait quitté en 2019 pour prendre le poste de Commissaire européen. Édouard Philippe n'est pas le seul ancien ministre à siéger dans un conseil du CAC40 : il y a aussi Hubert Védrine à LVMH. Sans parler de Nicolas Sarkozy au sein du groupe hôtelier Accor, sorti du CAC en septembre 2020.



**45% DES DIRIGEANTS FRANÇAIS
DU CAC40 SONT ISSUS DE LA HAUTE
FONCTION PUBLIQUE.**

Ce n'était pas vraiment une surprise en ce qui concerne Édouard Philippe puisqu'avant d'arriver à Matignon, il a travaillé entre ses mandats pour un cabinet d'avocats d'affaires puis pour le groupe nucléaire Areva. Un type de parcours que l'on retrouve aujourd'hui partout, y compris au sommet de l'État. Le président de la République, Emmanuel Macron, issu de l'Inspection générale des finances, est passé par la banque d'affaires Rothschild, où il a eu à traiter toutes sortes d'affaires impliquant les grands groupes français. Une ministre, Muriel Pénicaud, est arrivée de Danone. Une autre, Élisabeth Borne, est passée par la firme de BTP Eiffage

et la RATP. Toutes deux sont issues de la haute fonction publique. Sans parler des dizaines de secrétaires d'Etat, de députés et de conseillers ministériels issus des rangs d'Axa, de Total, de Veolia ou de Saint-Gobain¹.

Le même constat vaut en sens inverse : une proportion non négligeable des dirigeants du CAC40 sont eux-mêmes issus de la haute fonction publique et sont passés par des cabinets ministériels. Sur les 56 PDG, présidents de conseil d'administrations ou directeurs généraux (ou assimilés) du CAC en 2019, 22 sont issus de la haute fonction publique. Ils sont 22 sur 49, soit 45%, si l'on excepte les dirigeants de nationalité étrangère.

QUAND RÉGULATEUR ET RÉGULÉS SONT IMPOSSIBLES À DISTINGUER

Les dirigeants des grandes banques françaises et des lobbys chargés de défendre les intérêts du secteur financier sont dans leur grande majorité issus du ministère des Finances (en particulier la direction du Trésor), de la Représentation de la France à Bruxelles et des organismes de régulation comme l'Autorité des marchés financiers. Autrement dit les mêmes instances avec lesquelles ils sont aujourd'hui appelés à négocier sur des dossiers comme la régulation financière ou le rôle des banques en matière de lutte contre le réchauffement climatique. De quoi faciliter grandement les discussions². L'un des exemples les plus frappants est celui de Marie-Anne Barbat-Layani, patronne jusqu'au début

de l'année 2020 de la Fédération bancaire française, auparavant passée par le Trésor, l'Inspection générale des finances, la Représentation de la France à Bruxelles, mais aussi par le Crédit agricole et le cabinet de François Fillon à Matignon. Depuis, elle a annoncé son départ de la Fédération bancaire française... pour retourner à Bercy. Elle est remplacée par Maya Atig, elle aussi issue du Trésor, passée au Crédit agricole depuis 2016.

Le secteur bancaire n'est cependant pas le seul à favoriser ce genre de relations incestueuses, qui trouvent souvent leur origine dans certains grands corps de l'État. Il en va de même pour celui de l'énergie. Le corps des Mines irrigue aussi bien EDF et Areva (rebaptisé aujourd'hui Orano), mais aussi le Commissariat à l'énergie atomique, l'Autorité de sûreté du nucléaire, l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (Ademe) et les cabinets ministériels.

Autre exemple : les télécoms. Le directeur actuel de la Fédération française des télécommunications, Michel Combet – lui-même inspecteur général des Mines – a passé une grande partie de sa carrière au sein de l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), l'agence publique chargée de réguler le secteur. Le président du lobby, représentant d'Altice-SFR, est passé par plusieurs cabinets ministériels, et son vice-président, cadre dirigeant de Bouygues Telecom, vient du Conseil d'État. ■

1 <https://multinationales.org/Areva-Axa-Saint-Gobain-Havas-Veolia-Les-grandes-entreprises-toujours-aussi>.

2 Dans le rapport des Amis de la Terre et d'Oxfam France intitulé « La colossale empreinte carbone des banques françaises », novembre 2019, sur la base d'une étude de l'Observatoire des multinationales : <https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/11/Rapport-La-colossale-empreinte-carbone-des-banques-françaises.pdf>.